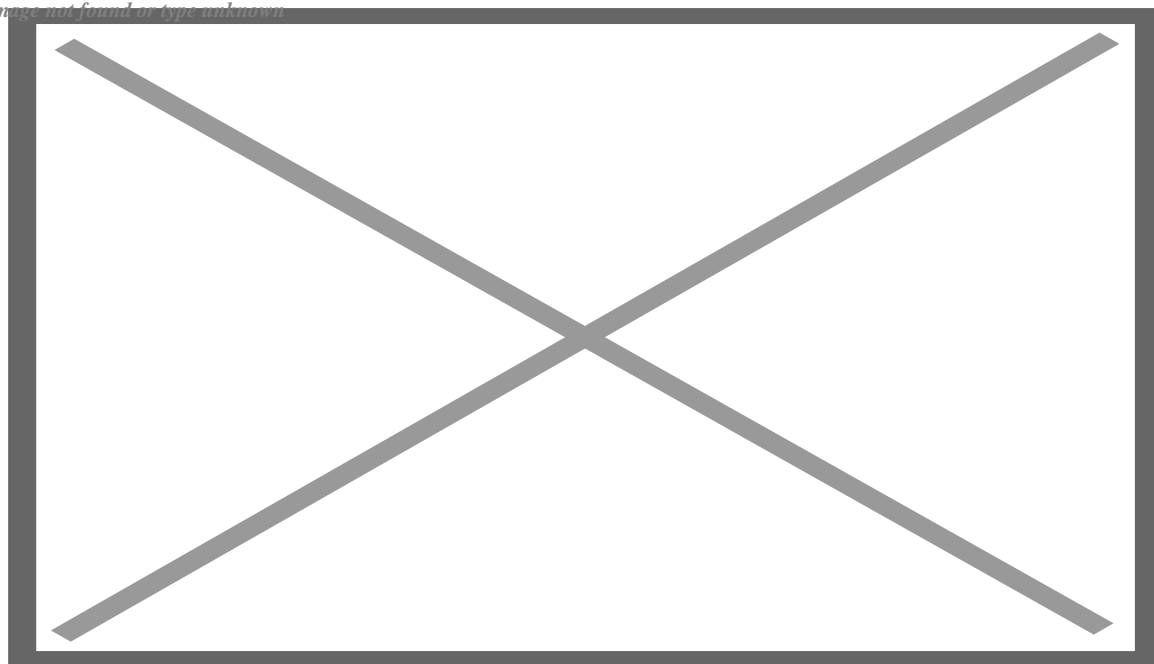


Le Parlement équatorien cite à comparaître le président Guillermo Lasso pour les Pandora Papers

Image not found or type unknown



Quito, 8 décembre (RHC) La plénière de l'Assemblée Nationale de l'Équateur a décidé de citer à comparaître le président Guillermo Lasso pour son lien présumé avec des paradis fiscaux, cité dans l'enquête connue sous le nom de Pandora Papers.

La motion contre le président Lasso a été approuvée par 82 des 137 législateurs qui composent le Parlement équatorien.

L'organe législatif a approuvé la demande présentée par le législateur Alejandro Jaramillo, de la Gauche Démocratique, après qu'il n'a pas réussi à réunir les voix pour approuver la motion de destitution contre le président pour "grave crise politique et bouleversement interne" à cause des révélations des "Pandora Papers".

La motion du législateur de Gauche démocratique exigeait l'aval de 70 députés et a obtenu 82 voix pour, 33 contre et 20 abstentions.

La résolution du Parlement comprend trois articles, centrés sur la commission rogatoire au Président équatorien et sur la décision du Bureau du Contrôleur général, du Procureur général, de la Surintendance des banques, du Service des Revenus Internes et sur l'Unité d'Analyse Financière et Économique d'examiner les comptes de Guillermo Lasso.

Le troisième point du document indique que le rapport et le dossier élaboré par la Commission des garanties constitutionnelles doivent être transmis à ces mêmes instances pour qu'elles engagent les actions appropriées, le cas échéant, et les renvoient à la présidente du parlement, Guadalupe Llori avec les résultats des enquêtes dans un délai de 30 jours.

Quelques heures avant le débat et la décision de l'Assemblée nationale, le Bureau du Contrôleur général de l'Équateur a décidé de classer le procès ouvert contre le président Lasso par les Pandora Papers.

Selon les Pandora Papers, le président Guillermo Lasso a contrôlé 14 sociétés offshore, la plupart basées au Panama, et les a fermées après que l'ancien chef d'état Rafael Correa (2007-2017) a adopté une loi en 2017 interdisant aux candidats à la présidence d'avoir des entreprises dans des paradis fiscaux.

(Source/Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/279276-le-parlement-equatorien-cite-a-comparaitre-le-president-guillermo-lasso-pour-les-pandora-papers>



Radio Habana Cuba